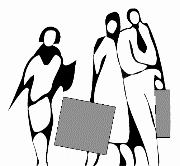
**Centre de Ressources   
Comptabilité Finance**

Lycée MARIE CURIE

Avenue du 8 mai 1945 - BP 348

38435 ECHIROLLES cedex

[**http://crcf.ac-grenoble.fr/**](http://crcf.ac-grenoble.fr/)

**Actualité comptable**

Loi Pacte : nouveaux seuils d’audit légal

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite loi PACTE) **modifie, relève et uniformise les seuils de nomination des commissaires aux comptes.**

Il s’agit pour cette loi d’**aligner** les seuils de nomination des commissaires aux comptes **sur les seuils européens de l'audit légal.**

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038496102&dateTexte=20190616>

Décret d’application :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038505937&categorieLien=id>

NEP 911. Mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices :  
<https://doc.cncc.fr/docs/nep-911-mission-du-commissaire-a>

NEP 912. Mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises : <https://doc.cncc.fr/docs/nep-912-mission-du-commissaire-a>

Arrêté du 6 juin 2019 portant homologation des NEP 911 et 912 : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/6/6/JUSC1916143A/jo/texte>

**Sommaire**

1. Les seuils de nomination d’un commissaire aux comptes dans les sociétés commerciales
2. Les PME structurées en petits groupes
3. Dates d’application
4. Quel est le sort des mandats en cours ?
5. La certification légale des petites entreprises

# Les seuils de nomination d’un commissaire aux comptes dans les sociétés commerciales

Désormais, les sociétés (quelle que soit leur forme) dépassant **2 des 3 seuils** suivants à la clôture d’un exercice social auront l’obligation de nommer un commissaire aux comptes pour certifier leurs comptes :

* total bilan : **4 M€**
* chiffre d’affaires : **8 M€**
* nombre de salariés : **50**

Pour rappel les **anciens seuils** de désignation d’un commissaire aux comptes étaient de :

|  |  |
| --- | --- |
| SARL – SNC – SCS | En cas de franchissement de 2 seuils sur 3   * Total bilan : 1,55 M€ * Chiffre d’affaires : 3 ,1 M€ * Nombre de salariés : 50 |
| SAS | En cas de franchissement de 2 seuils sur 3   * Total bilan : 1 M€ * Chiffre d’affaires : 2 M€ * Nombre de salariés : 20 |
| SA – SCA | Sans condition de seuil |

NB : il n'y a pas de condition de seuil pour la nomination du commissaire aux comptes dans les EIP et les SEML.

# Les PME structurées en petits groupes

**Lorsqu’une société en contrôle d’autres**, elle a l’**obligation d’audit légal** dès lors que l’ensemble qu’elle forme avec les sociétés qu’elle contrôle dépasse 2 des 3 seuils suivants :

* total bilan : **4 M€**
* chiffre d’affaires : **8 M€**
* nombre de salariés : **50**

Les **filiales significatives** de ces groupes sont également **tenues de désigner un commissaire aux comptes**.

On entend par filiale significative toute société contrôlée directement ou indirectement qui dépasse 2 des 3 seuils suivants :

* total bilan : **2 M€**
* chiffre d’affaires : **4 M€**
* nombre de salariés : **25**

La mère et les filiales ne sont plus tenues de désigner un commissaire aux comptes dès qu’elles n’ont pas dépassé les seuils pendant les 2 exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

NB : il s’agit de dispositions distinctes de celles précisant les obligations d’établissement de comptes consolidés.

# Dates d’application

Le décret rentre en vigueur le **27 mai 2019**. Toutes les dispositions s’appliquent donc pour les exercices dont la clôture est postérieure à cette date.

Par exception, les dispositions de la loi Pacte entrent en vigueur pour les départements d'outre mer à compter de 2021

# Quel est le sort des mandats en cours ?

Les mandats en cours au 27 mai 2019 se poursuivent normalement **jusqu’à leur terme**.

Pour le cas particulier des mandats pour lesquels :

* le 6ème exercice clôturait le 31 décembre 2018
* la société n’a pas franchi 2 des 3 seuils au 31 décembre 2018

→ si l’Assemblée Générale statuant sur la désignation d’un commissaire aux comptes n’a pas eu lieu avant le 27 mai, la société est dispensée de nommer un commissaire aux comptes.

# La certification légale des petites entreprises

Une entreprise qui répond à la définition d'une petite entreprise[[1]](#footnote-2) et qui n'a pas d'obligation légale de nommer un commissaire aux comptes peut **décider** volontairement de le faire.

Le mandat du commissaire aux comptes peut être de **6 ans** mais sa durée peut aussi être **limitée à 3 exercices**.

Il en est de même :

* pour les entités "têtes de groupe" ayant l'obligation de nommer un commissaire aux comptes (cf partie 2.) mais qui correspondent à la définition légale d'une petite entreprise
* pour les filiales significatives (cf partie 2.) mais qui correspondent à la définition légale d'une petite entreprise

La mission de certification limitée à 3 ans, également appelée mission **ALPE** (Audit Légal des Petites Entités), fait l'objet de la nouvelle Norme d'Exercice Professionnel spécifique **NEP 911** (la nouvelle NEP 912 précisant par ailleurs les missions du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans les petites entreprises).

Cette mission est décomposée en **3 parties** :

* la **certification des comptes** qui est **proportionnée** à la structure auditée (diligences, documentation, plan de mission, programmes, etc.)
* les **autres diligences légales** (le commissaire aux comptes est **dispensé** du rapport spécial sur les conventions réglementées, sur l'attestation sur les rémunérations, etc.)
* un **rapport sur les risques** prévoyant l’identification des risques financiers, comptables et de gestion de l’entité auditée. Ce rapport n'est pas normé et peut contenir une analyse de ratios financiers, une appréciation du contrôle interne, une synthèse des différents risques auxquels est confrontée l'entreprise (ou le groupe), etc.

Dans la mission ALPE, le commissaire aux comptes a toujours **le devoir d'alerte et de révélation des faits délictueux**.

1. soit une entreprise qui ne dépasse pas, à la clôture d’un exercice social 2 des 3 critères suivants : 4 millions d'euros de total bilan, 8 millions d’euros de CA HT et 50 salariés employés en moyenne au cours de l’exercice [↑](#footnote-ref-2)